

Intelligence des réseaux et praxis politiques

Yannick RUMPALA

Maître de conférences en science politique
Université de Nice / Faculté de droit

Equipe de Recherche sur les Mutations de l'Europe et de ses Sociétés (ERMES)

Avenue Doyen Louis Troabas
06050 NICE Cedex 01 France

Tél. : +04-93-86-60-92

Courriel : yannick[point]rumpala[AT]wanadoo[point]fr

Résumé :

Le monde contemporain est de plus en plus souvent décrit comme un vaste tissu de réseaux, mais comme tel, il est souvent perçu et vécu comme insaisissable. Face à cette image incapacitante, cet article vise à mettre en évidence la dimension potentiellement politique de l'analyse des réseaux, notamment dans ses versions développées en sciences sociales, et, plus profondément, de la notion de réseau elle-même. Il s'agit de montrer qu'il peut y avoir là de quoi constituer un projet politique, en l'occurrence appuyé sur le souhait de mieux connaître cet univers réticulaire, mais aussi de pouvoir agir par rapport à lui.

Trois étapes sont proposées pour préciser comment peut se construire un tel projet politique. La première vise à déployer une connaissance des réseaux et elle met en avant l'utilité d'une démarche consistant à les tracer. La deuxième montre les possibilités qu'offre cette connaissance, notamment en permettant de se repérer dans un monde fréquemment décrit comme porté vers une complexité croissante et en aidant, grâce à un degré de réflexivité supplémentaire, à reconstruire des critères de choix de connexions dans ce monde. La troisième s'appuie sur ces points pour inviter à penser les capacités d'intervention dans les configurations réticulaires.

Intelligence des réseaux et praxis politiques

Le monde contemporain a enregistré des évolutions d'une telle force qu'elles tendent souvent à produire un sentiment d'impuissance lorsqu'il s'agit d'essayer d'en maîtriser les effets problématiques. Il n'est pas honteux d'avouer avoir du mal à comprendre ce monde, de reconnaître l'impression d'avoir en face de soi de telles puissances qu'on tend à perdre l'espoir de les faire bouger. Que faire alors si on ne veut pas être condamné à la démission et à l'observation passive ? Chercher à construire de nouvelles capacités bien sûr, des capacités plus adaptées. Et pour cela, il peut y avoir des outils qui sont disponibles, mais qu'on ne pense pas forcément à utiliser.

C'est le cas de l'analyse des réseaux, telle qu'on a pu notamment la voir se développer dans le champ des sciences sociales. Cette perspective, largement nourrie par les recherches en sociologie, mais aussi en science politique, en géographie, en économie, consiste à appréhender le monde à partir des réseaux dont il est constitué, c'est-à-dire à retrouver les processus relationnels dans lesquels sont prises des entités identifiables, notamment pour essayer de saisir la nature de ces relations, leur formation, leurs transformations¹. Il s'agit alors de penser en termes de connexions d'activités, reliant des acteurs individuels ou collectifs, faisant intervenir des flux de diverses natures (matériels, symboliques...) et jouant ainsi dans la distribution de ressources tout aussi diverses. Grâce à des méthodologies éprouvées, il devient en somme possible de pénétrer et de comprendre les structures relationnelles qui en résultent à différentes échelles organisationnelles ou géographiques². La perspective peut même être élargie aux « non-humains »³.

Derrière un emballage scientifique qui pourrait le faire croire réservé aux cercles académiques, il pourrait y avoir là un outil puissant sur le plan politique, en l'occurrence pour décrypter et pour agir. Développée et déployée, l'analyse des réseaux peut représenter un outil d'émancipation, à la

¹ C'est même une grille de lecture du monde qui est loin d'être réservée aux sciences sociales. Cf. Albert-László Barabási, *Linked: The New Science of Networks*, Cambridge, Perseus Publishing, 2002.

² Sur les potentialités de cette approche et pour un exemple de mise en application, voir Peter Dicken, *Global Shift. Reshaping the Global Economic Map in the 21st Century*, London, Sage Publications, 2003 ; Peter Dicken, Philip F. Kelly, Kris Olds and Henry Wai-Chung Yeung, « Chains and networks, territories and scales : towards a relational framework for analysing the global economy », *Global Networks*, vol. 1, n° 2, 2001.

³ Cf. Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes*, Nouv. éd., Paris, La Découverte / Poche, 1997.

fois dans la connaissance et dans l'action, pouvant aider à contrecarrer un sentiment d'impuissance trop répandu du côté de ceux qui ont l'impression de subir une domination, mais sans arriver à en trouver les racines.

Un exemple ? Prenons celui largement débattu de la globalisation. Plutôt que de gloser sur celle-ci, recourir à des analyses réticulaires peut être un moyen de saisir plus précisément les forces obscures qui seraient à l'origine de cette mutation. Une mention comme « Made in China » sur un produit donne déjà une indication lors de l'achat et, pour un esprit imaginaire, elle peut être une porte d'entrée dans tout un réseau : de fabricants, de transporteurs, d'importateurs, de distributeurs... L'idée ici est d'aller plus loin que le simple effort d'imagination : elle serait de tracer plus concrètement ces réseaux, de généraliser cette pratique, pour justement aller au-delà des récits presque mythologiques qui tendent trop souvent à décrire notre monde et les nouvelles puissances censées l'animer.

La réalisation d'un tel programme ne ferait que rejoindre un mouvement d'explicitation déjà largement engagé et appliqué aux conditions d'existence collective. Ce développement d'un savoir sur les réseaux de notre monde compléterait ce mouvement et en étendrait la portée. En ce sens, il viendrait constituer une forme de poursuite et un développement d'une dimension du travail d'explicitation que Peter Sloterdijk associe à la modernité⁴. Grâce à cette entreprise intellectuelle, c'est en effet un autre large domaine dans lequel pourrait s'opérer un passage du non éclairé à l'éclairé.

Toutefois, un tel travail ne peut avoir simplement une vocation descriptive. Lui donner une tournure plus systématique peut en effet produire des effets profonds : par ce qu'il peut rendre visible, par ce qu'il peut porter à l'attention, par le sens qu'il permet de redonner, par les prises qu'il permet de retrouver. Plutôt que de s'accrocher à un messianisme révolutionnaire⁵, l'accomplissement de ce genre de programme pourrait être le moyen de remplacer des causalités subies par des finalités choisies. Car tracer les réseaux (au vieux sens de suivre à la trace, mais aussi de représenter

⁴ « Le concept fondamental véritable et réel de la modernité n'est pas la révolution, mais l'explicitation. [...] L'époque que nous vivons ne renverse pas les choses, les situations, les thèmes : elle les déroule. [...] Elle veut tout savoir sur l'arrière plan, le replié, sur ce qui était jusqu'alors indisponible et retiré - et sinon tout, du moins suffisamment pour le rendre disponible en vue de nouvelles actions de premier plan, de déploiements, d'interventions, de reformatations » (*Ecumes. Sphères III*, Paris, Maren Sell Editeurs, 2005, p. 77).

⁵ Dont la critique a déjà été largement entreprise pour sortir de l'obsession de la prise du pouvoir. Voir par exemple Miguel Benasayag, Dardo Scavino, *Pour une nouvelle radicalité. Pouvoir et puissance en politique*, La Découverte, 1997.

visuellement), ce serait justement aider à démonter ces causalités. Dans le vaste tissu contemporain, il s'agirait ainsi de retrouver les fils, d'être capable de les tirer pour voir où ils mènent.

Ce texte essaiera de montrer le potentiel des analyses réticulaires en construisant trois étapes de ce projet politique. La première vise à déployer une connaissance des réseaux et elle met en avant l'utilité d'une démarche consistant à les tracer. La deuxième montre les possibilités qu'offre cette connaissance, notamment en permettant de se repérer dans un monde fréquemment décrit comme porté vers une complexité croissante et en aidant, grâce à un degré de réflexivité supplémentaire, à reconstruire des critères de choix de connexions dans ce monde. La troisième s'appuie sur ces points pour inviter à penser les capacités d'intervention dans les configurations réticulaires.

Première étape : tracer les réseaux pour mieux les connaître

La première étape vise la constitution d'un socle de connaissances. Ce socle s'appuie lui-même sur un travail sur les traces, non seulement pour ne pas oublier ces traces, mais aussi pour être capable de les faire réapparaître.

Mettre des mots sur certains phénomènes permet de les repérer, mais dans le cas de mutations apparemment profondes comme celles regroupées sous le terme de « mondialisation », cela peut aussi avoir pour effet de rendre ces phénomènes encore plus impressionnants. C'est typiquement ce qui tend à se passer dans nombre de discussions sur le sujet, notamment celles qui en font une nouvelle dimension du « capitalisme ». En revanche, mettre au jour des réseaux, c'est se donner les moyens d'éviter ce sentiment d'écrasement, et c'est notamment par cette forme d'incarnation et de figuration qu'un tel travail de mise au jour peut commencer à devenir un projet politique.

Michel Callon et Bruno Latour ne prétendent pas pousser leur perspective sociologique jusqu'à cet objectif politique, mais on peut tirer en ce sens les recommandations qu'ils font pour inciter à ne pas réifier davantage le « capitalisme » : « Le fil que le libéralisme coupe et que les anti-capitalistes ont tant de peine à retrouver n'a pourtant rien d'invisible. Il est donné par l'introduction en tous les points des réseaux nouvellement tracés d'éléments scientifiques et techniques, au sens très large du terme, qui permettent *la dislocation des cadres temporels et spatiaux*. [...] Il faut faire de l'histoire des sciences, des techniques et de la métrologie jusqu'au bout. C'est elle en effet qui nous donne les moyens pratiques d'expliquer la rupture des localités, et elle encore qui nous permet de remplacer

l'illusion d'un marché mondial par une série de réseaux de pouvoir entièrement traçables et assignables »⁶. Ces auteurs paraissent en fait se confiner dans le point de vue de la sociologie des sciences et des techniques et ne semblent pas songer à étendre la démarche au-delà.

Pourtant, une telle démarche généralisant cette incitation à tracer les réseaux serait même d'autant plus utile à un moment où la dynamique sociale et économique semble s'aligner sur une logique connexionniste, comme le laissent penser, dans des registres différents, des auteurs comme Manuel Castells dans *La société en réseaux*⁷ ou Luc Boltanski et Ève Chiapello dans *Le nouvel esprit du capitalisme*⁸. Pour Manuel Castells, c'est en effet de « société en réseaux » dont il faudrait désormais parler, celle-ci étant la structure sociale caractéristique de ce qu'il appelle « l'ère de l'information ». Luc Boltanski et Ève Chiapello décèlent aussi un déploiement de la forme réseau, qu'ils relient au renouvellement du « capitalisme ». Dans les deux cas, mais aussi dans nombre d'autres travaux depuis les années 1990, c'est l'image d'une « réticulation » du monde qui tend à être donnée. Les analyses engagées à partir de cette perspective sont encore récentes et riches en controverses, mais il semble au moins justifié de prévoir les outils permettant de suivre une telle évolution.

L'évolution du monde peut donner l'image d'un tissu d'interdépendances qui s'est resserré, à tel point que les distances et les frontières semblent devenues souvent accessoires. Tracer les connexions et les réseaux peut aider à mieux appréhender et interpréter ces interdépendances. Les dégâts subis par certains écosystèmes de pays du « Sud » peuvent par exemple être mieux compris lorsqu'ils sont mis en relation avec les formes de consommation adoptées majoritairement par les ménages des pays industrialisés, en l'occurrence parce que ces formes de consommation et les circuits dont elles dépendent tendent à intensifier les extractions de ressources dans les pays « en développement » exportateurs de matières premières⁹. De même, les adaptations auxquelles sont contraints des milliers de destins individuels dans leur situation de travail peuvent être reliés aux séries de flux d'échanges dont ils dépendent plus ou moins directement dans la sphère économique et financière, à l'image de ces liens qui semblent assujettir le devenir de certains tissus industriels aux mouvements des marchés boursiers.

⁶ « 'Tu ne calculeras pas !' ou comment symétriser le don et le capital », *Revue du MAUSS semestrielle* n° 9, Premier semestre 1997, p. 66.

⁷ Paris, Fayard, 2001.

⁸ Paris, Gallimard, 1999.

⁹ Voir par exemple Helena Shanahan and Annika Carlsson-Kanyama, « Interdependence between consumption in the North and sustainable communities in the South », *International Journal of Consumer Studies*, Volume 29, Issue 4, July 2005.

Une autre utilité de la connaissance des réseaux réside dans la possibilité de mettre en visibilité les facteurs d'hétéronomie, c'est-à-dire des facteurs susceptibles d'encadrer plus ou moins profondément les choix individuels et collectifs, voire de réduire les capacités d'action. La position dans un réseau ou le simple fait d'y être inscrit peut en effet représenter une source de contraintes structurelles. L'atmosphère de compétition économique permanente peut par exemple être reliée pour partie à une intrication croissante des réseaux d'échanges commerciaux dans une économie devenue globalisée.

Plus largement, toute une série de composantes de la vie de chacun peut être réinterprétée à la lumière d'une appréhension réticulaire de l'univers des choix. Sous cet angle, la satisfaction des besoins individuels apparaît par exemple intégrée dans un entrelacs de déterminations qui peuvent aboutir à l'intériorisation de contraintes de comportements ou à leur naturalisation. On peut considérer que, de manière symptomatique, l'individu placé en position de consommateur tend à adopter des choix qui n'en sont plus tout à fait, tant ils sont dépendants d'un contexte qu'il ne maîtrise pas (parce qu'il a devant lui une offre commerciale limitée et/ou des circuits de distribution hégémoniques, parce qu'il n'a pas toutes les informations permettant d'évaluer cette offre, etc., ces facteurs pouvant se soutenir mutuellement et ainsi renforcer les situations d'hétéronomie).

En tant que citoyen, on peut souvent avoir le sentiment de subir toute une série de décisions sans parvenir à déterminer leur origine et leur parcours. Tracer les réseaux peut aussi avoir une utilité de ce point de vue, en aidant à retrouver les fils conduisant à certains choix assignés à la collectivité ou à certains groupes plus particuliers. C'est d'ailleurs reconnaître que, pour autant qu'il soit possible de parler de « décisions », celles-ci ne sont le plus souvent pas prises dans un lieu précis, mais résultent d'un agrégat de processus faisant intervenir une pluralité d'espaces de discussion. Il ne peut donc s'agir de retrouver *une* responsabilité politique, mais de faire conserver à la notion de responsabilité une forme de pertinence, nécessaire à une régulation démocratique de la vie en collectivité.

Dans une appréhension réticulaire du pouvoir, une part importante du travail peut notamment consister à faire apparaître certains nœuds accumulant certaines ressources et à repérer leur rôle au sein des réseaux analysés. Tracer les réseaux et mettre en évidence les nœuds qui les jalonnent peut permettre de mieux comprendre les distributions asymétriques de pouvoir. Plus largement, plutôt que de supposer des pouvoirs formidables aux multinationales ou aux institutions étatiques, ce serait le moyen de saisir les différentes voies par lesquelles ces ensembles organisationnels tirent leurs

ressources et parviennent à leurs fins dans les milieux visés. Cela peut par exemple aider à interpréter les phénomènes de concentration dans l'univers économique.

Une connaissance réticulaire peut en outre permettre d'analyser, voire de corriger, les tendances à la fermeture et à l'exclusion du côté d'institutions qui sont censées être démocratiques. Ce type de connaissance peut ainsi aider à comprendre les phénomènes de « capture » ou les phénomènes corporatistes, dans le cas de situations où certaines branches administratives subissent l'influence des intérêts dont ils ont la charge. Utiliser cette connaissance pour réduire les opacités serait donc aussi un moyen d'empêcher des verrouillages plus ou moins partiels de l'espace démocratique.

Étendre la connaissance des réseaux pourrait paraître une tâche redondante compte tenu de la masse croissante d'informations qui semble disponible sur notre monde. Mais il n'est pas sûr que celui-ci en soit moins opaque pour autant. D'une part, les collectivités humaines semblent en effet aussi soumises à une complexité croissante de leur organisation, des techniques qu'elles emploient, des procédures qu'elles utilisent, et cela peut créer une impression de tendance à l'opacification. D'autre part, l'abondance de l'information peut faire craindre de s'y trouver noyé.

L'exploration des réseaux s'apparente justement à la réouverture de « boîtes noires », pour reprendre l'expression que Michel Callon et Bruno Latour ont contribué à retravailler dans leur perspective de sociologie des sciences. Le propre des « boîtes noires », c'est qu'elles peuvent fonctionner sans que les utilisateurs aient besoin de savoir forcément ce qui se passe à l'intérieur. Des entités hétérogènes, humains et non-humains dans l'esprit de Michel Callon et Bruno Latour, y sont suffisamment imbriquées, de telle sorte que l'ensemble apparaît scellé. C'est le réseau ainsi devenu inapparent qu'il s'agit donc de faire réapparaître.

Pour cela, le travail à faire peut aussi s'apparenter à un mouvement de remontée qui se déroulerait sur des plans multiples. Pour prendre une image, ce serait comme partir d'une prise, par exemple électrique ou téléphonique, sur laquelle on se branche, pour essayer d'aller voir, de savoir ce qui est derrière la prise, en remontant progressivement. Ce serait suivre les fils des multiples connexions qui peuvent relier des éléments pourtant hétérogènes. C'est aussi en ce sens que Bruno Latour entend la notion de réseau, dans une perspective qui est en fait davantage celle d'une « théorie de l'acteur-réseau » : « For instance, you begin with a T-bone steak on your plate and you end up in the laboratory of a protein specialist showing you the tertiary structure of the now infamous prion, one of the possible causes of the so-called 'mad cow' disease. But in the mean time you have visited European Commission bureaucracies, the cattle farmers' unions, quite a few hospitals, and

participated in a lot of scientific meetings [...]. In brief, you have traced a network – a network, to prevent any objection from people not familiar with our use of the word, being not a thing in the world but the path traced by the researcher equipped with an ANT [actor-network theory] methodology during his explorations »¹⁰.

Une forme d'investigation réticulaire peut être retrouvée chez le sociologue américain Gary Gereffi lorsqu'il étudie ce qu'il appelle des *global commodity chains*¹¹. Vu l'extension qu'elles ont prises du fait de leur éclatement dans différentes régions de la planète, il s'agit pour lui de remettre au jour ces « chaînes globales de valeur » qui relient les mondes de la production et de la consommation des marchandises. Une telle perspective peut aider à saisir et expliquer certaines évolutions profondes du tissu productif, notamment celles liées à l'avènement et au fonctionnement de la grande distribution qui ont puissamment contribué à remodeler les circuits économiques à une échelle intercontinentale. Gary Gereffi a pu ainsi étudier le déplacement du pouvoir économique dans les quarante dernières années du secteur manufacturier vers le secteur de la grande distribution¹².

Dans un monde qui semble marqué par la complexité, tracer les réseaux n'est toutefois pas une tâche aisée. Plus ces derniers s'allongent, plus la tâche devient lourde à entreprendre. Il est d'ailleurs aussi probable que certaines branches de réseaux tentent de se dissimuler. Même s'ils font l'objet d'une surveillance accrue de la part d'institutions étatiques, para-étatiques et supranationales, un travail d'exploration réticulaire devra sans doute reconnaître certaines limites face aux réseaux opérant dans la clandestinité ou l'illégalité, comme ceux des places financières « offshore », les réseaux du « crime organisé » entretenant des trafics divers, ou les réseaux qualifiés de « terroristes ».

Si on donne de l'importance à la production d'une connaissance sur les réseaux qui font la trame du monde contemporain, une question se pose inmanquablement : qui fait le travail ? Comment une telle connaissance peut-elle être produite ?

En fait, réaliser un tel travail peut se faire en partie en exploitant des ressources qui sont déjà en circulation. Il faut alors arriver à les rassembler et parfois les reprendre dans cette perspective

¹⁰ « Is Re-modernization Occurring – And If So, How to Prove It? A Commentary on Ulrich Beck », *Theory, Culture & Society*, Vol. 20(2), 2003, p. 36.

¹¹ Cf. Gary Gereffi and Miguel Korzeniewicz (eds), *Commodity Chains and Global Capitalism*. Westport, Praeger, 1994.

¹² Cf. Gary Gereffi, « The organisation of buyer-driven global commodity chains: How US retailers shape overseas production », in Gary Gereffi and Miguel Korzeniewicz (eds), *Commodity Chains and Global Capitalism*, op. cit.

réticulaire pour laquelle elles n'auront probablement pas été pensées. Il faut rapprocher différentes sources d'information, collecter et combiner les données.

Une condition importante est toutefois de pouvoir avoir accès aux informations pertinentes. La connaissance dépend en effet des possibilités de circulation de l'information, mais rendre visibles les réseaux, c'est aussi révéler les conditions de cette circulation, repérer les différents canaux, les points de blocage ou de rétention.

Des ressources seront aussi pour partie à construire et de multiples organisations, provenant d'horizons divers, peuvent y participer. Le travail à faire est tellement énorme qu'il implique forcément une répartition des tâches.

Les travaux académiques peuvent être utilisés. Pour évaluer l'importance que tend à prendre la vision réticulaire, il suffit de voir le nombre de revues académiques qui comportent déjà le mot réseau dans leur titre (*Social networks, Global networks...*) ou de recherches qui font référence à ce type de perspective.

Des initiatives portées par des institutions publiques peuvent être également reprises, comme celles qui se fondent sur des objectifs de « transparence ». Ces dernières peuvent avoir un aspect réticulaire dans le sens où elles travaillent sur les traces ou font en sorte que des traces soient laissées pour pouvoir suivre certaines activités. L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (*Extractive Industries Transparency Initiative* en anglais) peut rentrer dans cette perspective. Proposée par le Premier ministre britannique Tony Blair lors du Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg en septembre 2002, appuyée par le Président français Jacques Chirac, cette initiative vise à encourager la publication des transactions effectuées entre les compagnies du secteur des industries extractives et les gouvernements des territoires sur lesquels elles opèrent. En 2005, elle rassemblait 20 pays producteurs, engagés à des stades plus ou moins avancés, les plus grosses compagnies pétrolières et des ONG (*Global Witness, Transparency International* par exemple). L'EITI prévoit une déclaration de tous les revenus pétroliers, avec publication des comptes sur Internet, une fois que ceux-ci ont été audités par un cabinet international et consolidés par un administrateur indépendant. L'objectif est de faciliter, grâce à cette forme de publicité, la surveillance de l'utilisation des revenus de l'activité extractive et ainsi

d'éviter des effets indésirables comme la corruption ou l'accaparement d'une part plus ou moins importante de ces revenus aux dépens des populations¹³.

Des ONG, des associations, des groupes militants peuvent contribuer à un travail d'investigation réticulaire, avec d'ailleurs des ancrages qui peuvent aussi se trouver dans des milieux académiques ou proches de ceux-ci. Le rapport publié en septembre 2000 par cinq chercheurs de l'Observatoire de l'Europe industrielle (*Corporate Europe Observatory*) sous le titre *Europe Inc. : liaisons dangereuses entre institutions et milieux d'affaires européens*¹⁴ en est un exemple, axé notamment sur l'influence des lobbies économiques sur la sphère politique européenne.

Avec la croissance des informations collectées va toutefois se poser un problème de tri, d'organisation des données et plus largement de capacité computationnelle. Le réseau Internet peut jouer pour cela un rôle important d'archivage collectif et intervenir selon les besoins dans la mise à disposition et la circulation de ces informations et connaissances. Les institutions publiques et les collectivités de différents niveaux offrent déjà par cet intermédiaire, et souvent sans coût d'achat, l'accès à des volumes importants de documents, d'études, de rapports, etc., qui auparavant ne connaissaient qu'une circulation limitée sous forme papier. Même si l'ensemble n'a pas été conçu dans la perspective qui est la nôtre, c'est aussi une source exploitable moyennant une possibilité de se connecter et une maîtrise minimale de la recherche sur le «*World Wide Web*».

Des formes de communautés qui se constituent par l'intermédiaire d'Internet développent d'ailleurs des démarches qui pourraient se rapprocher d'un travail d'investigation réticulaire. Des initiatives communautaires existent déjà dans divers domaines, par exemple celui du «*développement durable*»¹⁵. Il y a aussi un nombre croissant d'organisations militantes qui mettent en ligne sur Internet les informations qu'elles collectent dans la surveillance de certaines activités. Sur corporatwatch.org ou corpwatch.org sont par exemple proposés des rapports sur les effets sociaux et environnementaux des multinationales. Ce sont là en quelque sorte des nœuds de réseau qui sont déjà positionnés sur la «*toile*».

¹³ Pour plus de détails, consulter le site www.eitransparency.org. Certains aspects de ce genre d'initiative sont toutefois de nature à laisser certains auteurs sceptiques. Cf. Jędrzej George Frynas, «*The false developmental promise of Corporate Social Responsibility: evidence from multinational oil companies*», *International Affairs*, Volume 81, Issue 3, May 2005.

¹⁴ Marseille, Agone, 2000.

¹⁵ Cf. Pervaiz K. Ahmed, Glenn Hardaker, «*The role of On-line communities on the internet for Sustainable Development*», *Business Strategy and the Environment*, Volume 8, Issue 1, 1999, pp. 75–81.

Pour mettre en visibilité, il faut des instruments. Les sciences sociales ont élaboré des méthodologies pour pénétrer et analyser les réseaux et continuent à développer de tels instruments¹⁶. Ces développements ont même débouché sur des tentatives de visualisation et de représentation graphique des réseaux, qui ont été facilitées par les progrès informatiques et qui de fait peuvent s'avérer très utiles pour notre perspective¹⁷.

Ce type d'instrumentation permet de repérer les éléments pertinents dans les réseaux, c'est-à-dire non seulement les entités qui en font partie, mais aussi la manière dont ils sont reliés. La littérature sur le sujet parle ainsi fréquemment de nœuds et de liens pour analyser ces éléments, le tout pouvant donner une idée d'une structure qui se dégagerait. Utiliser un tel cadre d'analyse peut alors aider par exemple à saisir l'émergence ou le renforcement de pôles attracteurs, en signalant l'importance relative de certains noeuds par rapport à d'autres noeuds.

Des projets sont actuellement en développement à partir de ce type d'instrumentation. Dans le domaine de la sociologie, signalons celui entrepris sous l'égide du département de sociologie de l'Université de Princeton, l'*International Networks Archive* (INA), qui vise à rassembler des ensembles de données permettant de construire des représentations visuelles de tous les échanges se produisant à travers le monde et contribuant à sa globalisation : biens et services, investissements financiers, ventes d'armes, flux migratoires, déplacements touristiques, séjours d'études à l'étranger, appels téléphoniques, etc. Un site (<http://www.princeton.edu/~ina/>) a été élaboré pour présenter le projet et donner accès à des fichiers de données, des analyses, des mises en forme cartographiques pouvant être complétées ou réutilisées.

Il est déjà possible de trouver dans la vie socio-économique des dispositifs qui mettent en pratique une forme de traçage de réseaux et dont l'application, à ce titre, peut être questionnée, au moins pour voir s'ils peuvent constituer une source d'inspiration. De tels dispositifs ont en effet été élaborés et mis en place à partir de la notion de « traçabilité ». Dans cet esprit, des obligations sont ainsi de plus en plus souvent prévues pour certains produits (aliments, médicaments...) et certaines personnes¹⁸.

¹⁶ Voir Stanley Wasserman and Katherine Faust, *Social Network Analysis: Methods and Applications*, New York, Cambridge University Press, 1994.

¹⁷ Voir par exemple en science politique, pour les *policy networks*, Ulrik Brandes, Patrick Kenis, Jörg Raab, Volker Schneider, Dorothea Wagner, « Explorations into the Visualization of Policy Networks », *Journal of Theoretical Politics*, 11(1), 1999[0].

¹⁸ Voir Marie-Angèle Hermitte, « La traçabilité des personnes et des choses. Précaution, pouvoirs et maîtrise », in *Traçabilité et responsabilité*, sous la direction de Philippe Pedrot, Paris, Economica, 2003.

De manière générale, la traçabilité consiste à rassembler les informations jugées pertinentes pour chacune des étapes d'un processus, de façon à en suivre le déroulement et intervenir éventuellement sur celles qui se seraient avérées problématiques. C'est ce qui est de plus en plus couramment envisagé pour certains produits, de leur fabrication et préparation jusqu'à leur distribution. Ainsi, en matière de sécurité alimentaire, le règlement européen du 28 janvier 2002 entend par traçabilité « la capacité de retracer, à travers toutes les étapes de la production, de la transformation et de la distribution, le cheminement d'une denrée alimentaire, d'un aliment pour animaux, d'un animal producteur de denrées alimentaires ou d'une substance destinée à être incorporée ou susceptible d'être incorporée dans une denrée alimentaire ou un aliment pour animaux »¹⁹.

Ce genre de démarche montre au moins que dans certains domaines, une nécessité a été ressentie d'instaurer les conditions d'un suivi, et cela a été particulièrement visible dans le domaine alimentaire suite à une série de crises. Mais il y a aussi des signes d'extension de ce type de logique de surveillance à d'autres domaines et des outils et méthodes sont effectivement développés dans cette perspective. La traçabilité est en quelque sorte l'expression spéculaire et le corrélat d'une société en réseaux. Autrement dit, le besoin qui s'exprime à travers cette démarche traduit une forme de perception d'une réticulation du monde contemporain. La traçabilité semble en effet rendue nécessaire par l'allongement des chaînes d'intermédiaires. C'est notamment par rapport à ces aspects que l'arsenal de procédures et méthodes développées semble intéressant pour le projet ébauché dans ce texte, notamment par le potentiel de rapatriement de l'information qu'elles laissent entrevoir, et en tout cas plus que pour la « technique de gouvernement » qu'elles semblent progressivement constituer²⁰.

Deuxième étape : choisir comment se comporter dans l'univers réticulaire

Du point de vue politique que nous avons commencé à dessiner auparavant, prôner la connaissance des réseaux n'a de sens que si ce travail a des débouchés pratiques. La réévaluation du rôle des réseaux sous un angle politique peut aussi ouvrir vers des révisions des modalités d'action dans le monde, lesquelles peuvent être autant de leviers de changement.

¹⁹ Règlement (CE) No 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires, *Journal officiel des Communautés européennes*, 1.2.2002.

²⁰ Et qui, à ce titre, peuvent susciter des interrogations critiques. Voir Didier Torny, « La traçabilité comme technique de gouvernement des hommes et des choses », *Politix*, n° 44, 4^e trimestre 1998, repris dans *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 38, 4^e trimestre 1999.

Le propre de la connaissance est de permettre de nourrir des formes de réflexivité. Il pourrait en aller de même avec la connaissance des réseaux. Grâce à elle, il devient en effet possible d'envisager un retour réflexif de l'individu par rapport à l'univers réticulaire, et cela rend par conséquent plus accessibles l'examen et la révision de tout un ensemble de pratiques sociales²¹. C'est aussi par ce type de débouché que l'activité consistant à tracer les réseaux peut prendre une dimension de projet politique. Dans cette perspective, il ne s'agit pas seulement pour l'individu de prendre conscience des réseaux dans lesquels il ou elle s'insère, mais aussi d'essayer d'évaluer les manières de se comporter par rapport à ceux-ci et ainsi d'organiser sa vie²².

Cette prise de conscience des insertions dans certaines configurations réticulaires pourrait être une incitation à la réflexion, en fait une étape à l'issue de laquelle il deviendrait envisageable de choisir les réseaux auxquels on participe. La vie de chacun est faite d'un enchaînement de connexions qu'il est possible d'examiner de manière critique. L'enjeu serait ainsi de mieux voir les prolongements de ces connexions, de façon à ce que chacun puisse éventuellement reprendre les conditions de sa participation bon gré mal gré à certains réseaux.

Du point de vue des modes de vie possibles, un acte d'achat par exemple devient ainsi moins anodin. Ne pas choisir certains produits lors de ses achats, c'est une manière de refuser de soutenir certains réseaux productifs. A l'inverse, maintenir certains achats, c'est potentiellement cautionner et assurer un débouché à certaines formes de production. Ce n'est pas non plus la même chose que de se connecter sur des circuits de distribution longs ou courts. Privilégier des productions plus locales et plus proches peut permettre d'éviter de nourrir certains flux et par conséquent d'engendrer certaines nuisances, comme celles liées aux transports.

Dans les faits, les études sur les comportements des consommateurs tendent à montrer un intérêt croissant de ceux-ci pour l'origine des produits qu'ils achètent. Même si le prix et la qualité peuvent rester des critères déterminants, d'autres critères tendent aussi de plus en plus souvent à faire l'objet d'une relative attention, comme la provenance et les conditions de production. C'est là un

²¹ Ce serait à nouveau suivre la pente de la « modernité », avec un travail qui ne ferait qu'aller dans le sens de son approfondissement et qui s'inscrirait dans ce qu'Anthony Giddens considère comme une caractéristique essentielle de sa dynamique. Cf. « Réflexivité de la modernité », in *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 43-51.

²² Là aussi, la perspective de Peter Sloterdijk peut être étendue à l'explicitation des réseaux et aux possibilités qu'ouvre un tel travail : « ce qui constitue la caractéristique forte des conditions de savoir dans les temps modernes, ce n'est pas que les « sujets » peuvent se refléter en eux-mêmes ou rendre compte au public des motifs de leurs opinions, mais le fait qu'ils s'opèrent eux-mêmes et qu'ils ont devant eux les plans et les cartes de leur propre ex-obscérité enfin dévoilée qui leur dessine des points d'attaque potentiels pour les interventions qu'ils pratiqueront sur eux-mêmes » (op. cit., p. 64).

cheminement intellectuel qui peut se construire pour remonter vers l'amont de la consommation. C'est le sens dans lequel poussent les partisans de l'introduction d'une dimension éthique dans les actes de consommation, l'idée étant que la vigilance des consommateurs lors de leurs achats peut aussi obliger à certains ajustements du côté du système productif, par exemple en matière sociale ou environnementale. Devenus porteurs de principes qui peuvent relever d'une forme d'éthique, ces actes de consommation interviennent alors dans un registre qui n'est plus seulement la satisfaction de certains désirs ou de certains besoins ; ils visent une portée supplémentaire qui amène certains chercheurs à parler de « consumérisme politique » pour essayer d'analyser cette tendance²³.

Un tel changement de registre dans les actes de consommation n'est possible que par la mise au jour, de manière plus ou moins précise, des chaînes de production et de commercialisation. C'est grâce à un tel éclairage que les consommateurs peuvent trouver des voies de révision de leurs modalités d'engagement dans l'espace marchand. La perception de certains réseaux économiques offre ainsi des prises non seulement pour critiquer les conséquences de ce qui peut être perçu comme un vaste phénomène d'adaptation des systèmes productifs, (trop) commodément résumé par le terme de « mondialisation » du fait de sa dimension internationale, mais aussi pour commencer à envisager des alternatives permettant de sortir de l'« uniformisation » des gammes de produits ou de maîtriser les chaînes d'approvisionnement en les raccourcissant. Certains groupes militants cherchant à résister concrètement aux tendances « mondialisatrices » rejoignent ce type de logique avec des tentatives de « relocalisation » de certaines activités économiques, par exemple pour certains approvisionnements alimentaires en essayant de ramener certains circuits de productions agricoles vers des bases plus locales²⁴.

Dans le champ de la consommation, tracer les réseaux, c'est donc aussi permettre de repenser des liens entre les producteurs et les consommateurs. L'étape suivante peut même par exemple consister à resserrer les liens entre ces derniers et certains paysans qui ont choisi de défendre une agriculture moins productiviste. C'est ce que tentent de faire les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) en France ou les expériences de *Community-Supported Agriculture*

²³ Michele Micheletti analyse cette forme d'activisme comme une « action collective individualisée », tendant à convertir l'espace marchand en espace d'expression politique. Cf. *Political virtue and shopping: individuals, consumerism, and collective action*, New York, Palgrave Macmillan, 2003. Voir également *Politics, products, and markets : exploring political consumerism past and present*, edited by Michelle Micheletti, Andreas Follesdal, Dietlind Stolle, New Brunswick, Transaction Publishers, 2004.

²⁴ Cf. M.K. Hendrickson, W.D. Heffernan, « Opening Spaces through Relocalization: Locating Potential Resistance in the Weaknesses of the Global Food System », *Sociologia Ruralis*, Volume 42, Number 4, October 2002, pp. 347-369 ; D.C.H. Watts, B. Ilbery, D. Maye, « Making reconnections in agro-food geography: alternative systems of food provision », *Progress in Human Geography*, Volume 29, Number 1, February 2005, pp. 22-40.

dans des pays comme les États-Unis²⁵. Les AMAP sont fondées sur un principe de partenariat entre une ferme et un groupe de consommateurs, la première pouvant réaliser une vente directe grâce à une souscription effectuée à l'avance par ces derniers. Sous des formes plus ou moins proches, tout un courant d'initiatives s'est ainsi développé sur le principe d'un abonnement à un panier de fruits et légumes, lequel peut servir d'accroche pour développer toute une série de sujets potentiellement mobilisateurs (qualité de l'alimentation, maintien d'une économie locale, préservation de l'environnement...)²⁶.

Mettre au jour les réseaux constitutifs fait ainsi apparaître des différences importantes entre ce système de production et de distribution localisé et celui de la « grande distribution » qui se situe sur des ramifications nettement plus longues. Dans ce dernier cas, le consommateur allant dans un supermarché ou dans un hypermarché a face à lui un large éventail de marchandises présentées dans un espace relativement limité et il a donc le choix, sous une forme concentrée, d'un grand nombre de connexions possibles, mais avec une visibilité réduite sur l'amont de ces connexions. En revanche, cette visibilité paraît plus large dans le système de distribution organisé sous la forme de paniers, puisque le souscripteur peut ainsi disposer également d'éléments d'appréciation sur le processus de production. L'alternative proposée tente en quelque sorte de fournir une voie en dehors des rets tendus par les entreprises de la grande distribution, et par conséquent de nouer d'autres formes de liens face à ce modèle devenu dominant et tendanciellement exclusif. La proximité de ces relations permet dans cette alternative d'envisager un accord plus ou moins explicite autour de critères de qualité, mais aussi de prix, par lesquels le producteur pourra s'assurer le revenu qu'il juge correct tout en paraissant offrir des coûts raisonnables aux yeux du consommateur.

Le choix de faire ou non certaines connexions est une question importante, mais la forme de ces connexions en est une autre. Un autre levier d'action peut être en effet de changer la nature des relations au sein des réseaux.

La convivialité défendue par Ivan Illich a représenté ce type d'aspiration visant à placer les liens sociaux sur de nouvelles bases²⁷. Dans une collectivité organisée de manière conviviale, telle qu'il

²⁵ Sur ce type d'expérience, voir par exemple Cynthia Abbott Cone, Andrea Myhre, « Community-Supported Agriculture: A Sustainable Alternative to Industrial Agriculture? », *Human Organization*, Volume 59, No. 2, Summer 2000.

²⁶ Pour une présentation et une analyse plus détaillées, notamment sous l'angle de l'engagement politique qui peut être ainsi réalisé, voir Sophie Dubuisson-Quellier et Claire Lamine, « Faire le marché autrement. L'abonnement à un panier de fruits et légumes comme forme d'engagement politique des consommateurs », *Sciences de la Société*, n° 62, 2004.

²⁷ Cf. *La convivialité*, Paris, Le Seuil, 1973.

la conçoit, chaque individu peut agir tout en gardant une capacité de maîtrise et de contrôle sur les techniques et les structures dont il fait usage. Les pratiques de covoiturage peuvent dans une certaine mesure ouvrir ce type d'espace de rencontres et d'échanges. Elles tendent à constituer une forme de mise en réseau, notamment lorsque sont mises en place des plates-formes sur Internet pour faciliter leur développement.

Des logiques peuvent être aussi déplacées en jouant sur les types d'échanges privilégiés. Il n'est par exemple pas indifférent que ces échanges soient marchands ou non, dépendants ou non de cadres institutionnels. En proposant de nouveaux circuits de transactions et en préférant baser les échanges sur le don et le contre-don, les expériences de systèmes d'échanges locaux (SEL) réalisent un changement des modalités de connexion entre individus, avec l'intention plus ou moins explicite de sortir du modèle monétaire²⁸. L'entraide semble ainsi constituer une forme d'aspiration commune que différentes expériences ont cherché et cherchent encore à faire jouer pour bâtir des espaces où puissent s'exprimer des relations exemptes de domination.

D'autres courants de démarches bâtis autour de notions comme l'« économie solidaire » ou le « commerce équitable » représentent d'autres manières de repenser les connexions entre les producteurs et les consommateurs, de redessiner les réseaux qui les relient. Promu comme un nouveau modèle économique, le « commerce équitable » tente d'installer un espace alternatif de relations marchandes en réagencant certaines parties des chaînes productives. C'est dans ce genre de tâche que se sont engagées des organisations internationales comme l'IFAT (International Federation for Alternative Trade), NEWS! (Network of European World Shops), l'EFTA (European Fair Trade Association). En France, le travail du collectif « De l'éthique sur l'étiquette » se situe dans une perspective similaire en essayant d'attirer l'attention sur l'exploitation des enfants et l'absence de droits syndicaux dans certains pays exportateurs où se sont déplacées certaines productions.

Au-delà de ces exemples, ce qui apparaît important à noter, c'est que ces formes d'actions à la fois individuelles et collectives, construites sur la critique de certains modes d'échange et de production, engagent, sans forcément le penser de manière aussi formalisée, dans une pensée réticulaire et qu'une poursuite en ce sens peut induire des réévaluations pénétrantes des modalités d'engagement dans le monde. Des cadres de collaboration se mettent conjointement en place, voire se bricolent,

²⁸ Voir par exemple Jean-Michel Servet (dir.), *Une économie sans argent: les systèmes d'échange local*, Paris, Seuil, 1999 ; Micheal Pacione, « Local Exchange Trading Systems - A Rural Response to the Globalization of Capitalism? », *Journal of Rural Studies*, Volume 13, Number 4, October 1997, pp. 415-427.

dans des formes qui s'apparentent aussi à l'expérimentation de nouvelles compositions réticulaires, précisément dans la recherche du respect de certains principes éthiques.

Troisième étape : intervenir dans les configurations réticulaires

Que faire face à des noeuds de réseaux qui tendent à s'imposer en points de passage obligés et à créer des situations de dépendance ? La construction de réseaux concurrents peut être une solution, dans la mesure où elle peut représenter un moyen d'installer d'autres nœuds. Organiser des modèles alternatifs de connectivité devient alors une question pratique. Une telle démarche passe en effet par des stratégies coopératives devant permettre de réfléchir à des configurations réticulaires alternatives et à leurs possibilités de déploiement.

Pouvoir repérer la production de formes de domination par certains réseaux est de nature à créer les conditions d'une déstabilisation de ces derniers. Les actions de dissidence deviennent plus facilement envisageables une fois mises en visibilité les structures relationnelles contraignantes. La contestation des enrôlements peut alors contribuer à défaire les réseaux établis en desserrant les faisceaux de relations jusque-là installés.

Des dissidences se manifestent par exemple face aux aspects aliénants et écologiquement préjudiciables de la « société de consommation », comme dans les mouvements pour la « simplicité volontaire »²⁹ ou la « décroissance soutenable ». D'autres sont à attendre face à l'extension des domaines, comme celui de la culture, pour lesquels l'accès est transformé en consommation payante, avec par conséquent pour effet d'inscrire toujours plus de rapports humains dans une logique commerciale ou monétaire³⁰.

Le refus de se connecter sur certains réseaux peut donc devenir une forme de résistance. D'un point de vue analytique, si on la replace dans le champ des relations sociales, la zone d'autonomie temporaire (TAZ) que promeut Hakim Bey³¹ est un réseau déconnecté provisoirement, un réseau qui refuse un certain nombre de connexions.

²⁹ Cf. Michael Maniates, « In Search of Consumptive Resistance: The Voluntary Simplicity Movement », in Thomas Princen, Michael Maniates, Ken Conca, (Eds), *Confronting Consumption*, Cambridge (MA), MIT Press, 2002.

³⁰ Sur les effets de cette tendance, voir Jeremy Rifkin, *L'âge de l'accès. La nouvelle culture du capitalisme*, Paris, La Découverte, Nouvelle édition, 2005.

³¹ Hakim Bey, *TAZ : zone autonome temporaire*, Combas, Ed. de l'éclat, 1997.

Tracer les réseaux et repérer les noeuds dominants peut permettre de dessiner des routes alternatives. C'est un autre univers de choix qui pourrait alors s'ouvrir et dans lequel la circulation, grâce à l'élargissement du domaine de visibilité, pourrait être facilitée, comme sur un réseau routier où l'automobiliste peut trouver son chemin grâce aux panneaux indicateurs. Des voies pourraient devenir disponibles pour éviter l'enfermement dans des réseaux jugés contestables.

Tout un ensemble de mobilisations sociales, de collectifs, de coordinations, s'est également développé en s'organisant en réseaux, souvent dans une recherche de modalités de participation et d'action évitant les travers bureaucratiques et centralistes³². Des regroupements associatifs comme ceux défendant les « sans » (par exemple Droit Au Logement en France, la Coordination nationale des Sans-Papiers en Suisse), syndicaux comme SUD (Solidaires, Unitaires, Démocratiques), se démarquent ainsi de structures plus traditionnelles pour engager leurs propres démarches de contestation. L'organisation réticulaire élaborée de manière consciente devient ainsi un moyen de plus en plus fréquent de défendre des buts communs, même entre des groupes militants ayant des bases nationales différentes³³. Des enjeux susceptibles de concerner de vastes collectivités, comme l'environnement ou les droits de l'Homme, ont pu être investis par des « réseaux militants transnationaux » (*transnational advocacy networks*), pour reprendre l'expression de Margaret E. Keck et Kathryn Sikkink qui ont montré le rôle que ce type d'activisme a pu prendre sur la scène internationale³⁴. Ce sont ces groupes militants qui, en développant leurs liens et leurs actions au-delà des frontières nationales, se sont qualifiés eux-mêmes comme des « réseaux »³⁵. De fait, ce type d'activisme comporte des avantages et des potentialités, puisque ces mouvements ont pu ainsi structurer des bases organisationnelles flexibles et nourrir une dynamique en mettant en place des contre-sommets face à certains grands rendez-vous internationaux, des forums plus ou moins réguliers, qui ont pu fonctionner autant comme des lieux de rencontre que comme des plates-formes d'échanges.

Des auteurs qui, comme Luc Boltanski et Eve Chiapello, ont mis en regard les évolutions organisationnelles de l'univers capitaliste des entreprises et celles des groupes militants investis dans l'action critique, ont d'ailleurs remarqué une tendance à l'isomorphisme³⁶. De chaque côté, c'est une forme réticulaire et une logique connexionniste qui tendent à être privilégiées.

³² Cf. Mario Diani and Doug McAdam (eds), *Social Movements and Networks: Relational Approaches to Collective Action*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

³³ Voir Paul Routledge, « 'Our resistance will be as transnational as capital': Convergence space and strategy in globalising resistance », *GeoJournal*, Volume 52, Number 1, September 2000.

³⁴ *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998[0].

³⁵ *Ibid.*, p. 4.

³⁶ *Op. cit.*, p. 431-435.

L'adaptation de la mouvance critique correspondrait à une nécessité fonctionnelle face aux transformations du capitalisme, précisément pour pouvoir maintenir des capacités oppositionnelles, comme le laisse entendre Luc Boltanski : « La forme « réseau » ne sert évidemment pas qu'à faire du profit, même si ce que l'on note est le fait qu'elle est de plus en plus utilisée pour en faire, y compris de façon illégale (que l'on pense seulement au poids économique des marchés criminels). Le succès de cette forme dans le champ économique, lié notamment à la disponibilité d'outils de communication à distance qui la rende possible sans que le contrôle soit perdu, appelle en face le développement de forces critiques fonctionnant elles aussi en réseau et ayant la plasticité et l'extension du capitalisme. Car comment combattre avec des organisations hiérarchiques et planifiées au sommet, un procès capitaliste qui s'étend de façon décentralisée et réticulaire ? Donc, il serait dans l'ordre des choses [...] de voir se développer un affrontement de plus en plus fort entre les deux types de réseaux (capitalistes et critiques), comme entre les réseaux criminels et les autres »³⁷.

Le déploiement de réseaux concurrents aux réseaux dominants peut être un moyen de ne plus subir, et surtout d'exercer une influence. Le développement des modes d'organisation réticulaires tend en effet à encourager des logiques d'influence. C'est ce qu'a pressenti d'une certaine manière Manuel Castells : « À l'ère de l'information, les batailles pour le pouvoir sont d'abord des batailles culturelles. Il nous faut donc inventer de nouvelles façons d'agir, qui cherchent à influencer indirectement les processus bien davantage qu'à prendre des décisions »³⁸. Et de fait, les stratégies militantes semblent se déplacer vers ce type d'orientation. Dara O'Rourke montre par exemple que, derrière les campagnes qui ont visé certains produits, ce sont aussi des réseaux qui ont réussi à se construire et à trouver des points d'appuis pour engager leur action³⁹.

L'influence comme modalité d'action collective a d'ailleurs pour particularité intéressante de pouvoir rentrer dans un processus cumulatif. Des influences ajoutées les unes aux autres peuvent permettre d'atteindre une masse critique. Le boycott de certains produits ou de certaines firmes peut d'un point de vue individuel être interprété comme un refus de connexion sur certains réseaux. Mais c'est surtout sa forme publicisée et collective qui est de nature à amplifier sa capacité d'influence⁴⁰.

³⁷ « Vers un renouveau de la critique sociale », par Luc Boltanski, Eve Chiapello, Entretien recueilli par Yann Moulier Boutang, *Multitudes* n° 3, novembre 2000, http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=242.

³⁸ « Vers une nouvelle société ? la société en réseaux », par Manuel Castells, Entretien avec Sandrine Tolotti paru dans « Croissance, le monde en développement », septembre 1999.

³⁹ Cf. Dara O'Rourke, « Market Movements. Nongovernmental Organization Strategies to Influence Global Production and Consumption », *Journal of Industrial Ecology*, Vol. 9, Issues 1-2, Winter-Spring 2005[0].

⁴⁰ Cf. Monroe Friedman, *Consumer Boycotts. Effecting Change Through the Marketplace and the Media*, New York, Routledge, 1999.

Le boycott peut en effet tarir les gains sur un marché, et si une branche d'un réseau est privée de ses ressources, il y a de fortes chances qu'elle meure ou au moins dépérisse.

Les pratiques démocratiques peuvent également être reconsidérées sous l'angle des chaînes de liens et du nombre de connexions qu'elles permettent ou font jouer. La forme représentative de la démocratie tend à faire jouer un nombre restreint de connexions en limitant souvent l'expression du citoyen à la remise d'un bulletin de vote dans une urne. Une forme plus participative peut en revanche enrichir ces connexions, tant du point de vue de leur qualité que de leur quantité⁴¹. L'aspiration participative tend en effet à mettre en question le rôle d'interface que prétendent jouer certaines organisations, en premier lieu les partis politiques, et l'inclination des professionnels de la politique à se constituer en porte-parole exclusifs⁴².

De plus en plus souvent s'exprime au surplus le souci que les choix concernant la collectivité restent soumis à la possibilité d'un examen public. Traduit en termes réticulaires, ce type de souci consiste en fait à éviter la constitution de réseaux décisionnels fermés ou, symétriquement, à maintenir ouverts les espaces de discussion dans lesquels vont se structurer les options qui peuvent engager la collectivité. C'est aussi une incitation à conserver un regard attentif sur les chaînes de délégation.

Une vision réticulaire peut ainsi constituer une voie pour repenser la citoyenneté. Elle peut en effet montrer et souligner les liens entre citoyens, le tissu de relations dont ils font partie. Ce faisant, elle peut aussi contribuer à la formation d'un sentiment de responsabilité chez les individus et les groupes dans lesquels ils s'insèrent. Une appréhension du monde en termes réticulaires peut même être un moyen d'accompagner une citoyenneté qui tend à prendre un caractère multidimensionnel, du fait de la pluralisation et de l'imbrication des niveaux institutionnels auxquels elle peut se rattacher (du local au supranational)⁴³.

⁴¹ Une telle perspective se rapproche ainsi de celle de Benjamin Barber, dans laquelle plus l'individu participe aux affaires de la collectivité, plus il devient citoyen, faisant de l'activité politique un mode de vie et non un rituel dénué de sens. Cf. *Strong Democracy : Participatory Politics for a New Age*, University of California Press, 20th Annv edition, 2004.

⁴² Voir Loïc Blondiaux, « L'idée de démocratie participative : enjeux, impensés et questions récurrentes », in *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, sous la direction de Marie-Hélène Bacqué, Henri Rey, Yves Sintomer, Paris, La Découverte, 2005.

⁴³ David Held parle de « *multilayered citizenship* » et de « *multilevel citizenship* ». Cf. « Democratic Accountability and Political Effectiveness from a Cosmopolitan Perspective », *Government and Opposition*, Volume 39, Issue 2, Spring 2004.

Aménager les configurations réticulaires peut aussi faciliter la circulation de l'information et ainsi améliorer les conditions de participation des citoyens. L'ouverture de ces configurations réticulaires est d'ailleurs un facteur important dans la formation d'espaces de discussion et de délibération. Là aussi, Internet est souvent présenté comme une innovation technologique porteuse de nouvelles potentialités. D'un point de vue instrumental, il peut en effet aider au rassemblement et à la dissémination de l'information. Il peut faciliter la circulation d'analyses qui auraient eu plus de difficultés à trouver une place dans des médias traditionnels. Internet permet aussi la construction de nouvelles formes d'espaces de discussion, dégagés des obligations de rencontres physiques. Il est désormais possible d'y trouver des sites de contre-expertise, des *think tanks*, comme Nexus, qui se présente comme le premier *think tank* virtuel en Grande-Bretagne (« Britain's first virtual think-tank »). Vue sous l'angle communicationnel, la constitution de réseaux peut ainsi faciliter le partage des connaissances et des expériences. Elle peut permettre de réduire les situations de dépendance, notamment par rapport au complexe institutionnel, par exemple par la mise en commun de ressources susceptibles de nourrir une forme émancipatrice d'intelligence collective.

CONCLUSION

Les propositions avancées dans ce texte devront bien entendu être développées. Elles visent surtout à pousser à un effort de construction et de développement d'une connaissance particulière, la connaissance des réseaux, et à placer cette connaissance d'inspiration sociologique dans une perspective d'utilité sociale.

Tracer les réseaux, c'est diminuer le sentiment de complexité insaisissable que peut avoir aujourd'hui tout individu face au monde qui l'entoure, le sentiment d'absence de prises sur ce monde. Le sentiment de trop grande complexité conduit à la passivité. La visualisation des réseaux peut justement être un moyen de rendre le monde à nouveau saisissable, de redonner des prises sur celui-ci.

Nous avons vu que les bases d'une connaissance des réseaux peuvent être déjà exploitées. La phase suivante pourrait être de généraliser ce travail, de le faire de manière plus systématique. Certes, cela ressemble au travail de Sisyphe, tant peuvent être mouvants ces réseaux qui font le monde. Décider d'entreprendre ce type de tâche, c'est aussi être conscient qu'elle est à renouveler perpétuellement.

Et même qu'elle peut devenir encore plus difficile si se poursuit l'extension tendancielle des réseaux socio-techniques dont Bruno Latour a montré le poids dans l'aventure humaine⁴⁴.

Mais l'enjeu est fort et important. Il s'agit à la fois de reconstruire une capacité de compréhension et de retrouver une capacité d'action face à un système apparemment porté vers une globalisation et une multiplication des interconnexions. Pour reprendre un slogan qui a fait florès, la démarche peut permettre de penser globalement et d'agir localement.

Une vision des réseaux peut aussi aider à repenser et à (re)créer des formes de solidarité, y compris à l'échelle de la planète. Dans ce cas, elle permet d'éviter de noyer l'aspiration à la solidarité dans une globalité insaisissable et elle offre un moyen pratique de (re)nouer des liens. Une appréhension réticulaire permet non seulement de montrer des interdépendances à des acteurs qui n'en avaient pas forcément conscience, mais aussi pour eux de réévaluer ces interdépendances, de les réajuster de manière réfléchie et volontaire. C'est une voie qui peut ainsi nourrir de l'empathie collective et réduire l'indifférence aux autres au profit d'une (re)mise en avant du vivre ensemble. La conscience de relations réticulaires offre la possibilité de travailler sur les liens entre individus ou groupes, par-delà les séparations géographiques ou les frontières symboliques que des institutions ont pu créer au fil des évolutions historiques.

S'agit-il de tout visibiliser et de produire un dispositif où tout le monde verrait tout le monde ? Si tant est que cela soit possible, la question, renvoyant à celle de la frontière entre transparence et surveillance, peut être à débattre collectivement, pour envisager d'établir un ensemble de précautions. En tout cas, le travail consistant à tracer les réseaux ne doit pas avoir pour vocation de surveiller les vies individuelles. Nul besoin donc d'y voir une quelconque restauration d'un fantasme panoptique.

⁴⁴ Cf. *Nous n'avons jamais été modernes*, op. cit.